



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 6 février 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, année 2007 et décembre 2007

2

La valeur des permis de bâtir a atteint un nouveau sommet en 2007, grâce aux fortes hausses généralisées à l'échelle du pays ainsi que dans les secteurs résidentiel et non résidentiel. Les municipalités ont délivré pour 74,3 milliards de dollars de permis de bâtir en 2007, en hausse de 12,1 % par rapport à l'année précédente.

Prix des produits agricoles, décembre 2007

7

Nouveaux produits

8



Communiqués

Permis de bâtir

Année 2007 (données provisoires) et décembre 2007

La valeur des permis de bâtir a atteint un nouveau sommet en 2007, grâce aux fortes hausses généralisées à l'échelle du pays ainsi que dans les secteurs résidentiel et non résidentiel.

Les municipalités ont délivré pour 74,3 milliards de dollars de permis de bâtir en 2007, en hausse de 12,1 % par rapport au sommet précédent de 66,3 milliards de dollars affiché en 2006.

En 2006, l'augmentation a été largement attribuable à l'énorme demande dans l'Ouest canadien, alors que la hausse en 2007 était plus généralisée dans l'ensemble du pays. Toutes les provinces ont enregistré une croissance, sauf l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse.

Au Québec, le taux de croissance s'est accéléré, passant de 5,2 % en 2006 à 9,2 % en 2007. En Ontario, la valeur des permis a rebondi, passant d'une diminution de 3,5 % en 2006 à une hausse de 14,7 % en 2007, ce qui représente un taux de croissance plus élevé que la progression de 12,8 % enregistrée en Alberta.

À l'échelon régional, 21 des 34 régions métropolitaines de recensement ont connu une progression de la valeur annuelle totale des projets de construction. Après avoir enregistré la plus forte baisse en 2006, Toronto a bénéficié d'un redressement important en 2007 pour afficher la hausse la plus notable (en dollars), devançant largement toutes les autres régions métropolitaines. Calgary a occupé le deuxième rang, suivie de Montréal, de Vancouver et d'Edmonton.

Les intentions ont aussi atteint un nouveau sommet à la fois dans les secteurs résidentiel et non résidentiel. Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a totalisé 28,7 milliards de dollars, en hausse de 13,8 % par rapport aux 25,2 milliards de dollars affichés en 2006. Les trois composantes (constructions industrielle, commerciale et institutionnelle) ont enregistré une forte croissance.

Dans le secteur de l'habitation, les municipalités ont délivré pour 45,6 milliards de dollars de permis, en hausse de 11,0 %. L'augmentation du prix de construction des nouvelles habitations a largement contribué à la hausse, alors que le nombre de nouvelles habitations approuvées a augmenté de 2,0 % en 2007 pour se chiffrer à 237 875 unités.

Ce résultat contraste vivement avec la situation aux États-Unis, où le nombre de nouveaux logements privés approuvés a chuté de 25,3 % en 2007.

Note aux lecteurs

Les données mensuelles du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Les valeurs totales annuelles correspondent à la somme des données mensuelles non désaisonnalisées et sont provisoires.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie Québec) et Ottawa-Gatineau (partie Ontario).

D'un mois à l'autre, les municipalités ont délivré pour 6,1 milliards de dollars de permis de bâtir en décembre, en légère hausse de 0,4 % par rapport à novembre.

Secteur résidentiel : déplacement de la demande vers les logements multifamiliaux

Le nombre d'unités multifamiliales approuvées en 2007 a totalisé 121 170 unités, en hausse de 6,1 % par rapport à 2006. Il s'agit du niveau le plus élevé observé depuis 1977. À l'opposé, le nombre de logements unifamiliaux approuvés a baissé de 2,0 % pour s'établir à 116 700 unités.

Le prix élevé de la construction de logements unifamiliaux dans plusieurs centres a contribué au déplacement de la demande vers les logements multifamiliaux.

La part des logements multifamiliaux est passée de 48,9 % en 2006 à 50,9 % en 2007. Il s'agit de la proportion la plus élevée notée depuis 1982 alors qu'elle représentait 51,5 % de toutes les unités.

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a crû de 16,0 % pour se chiffrer à 16,7 milliards de dollars, tandis que la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a progressé de 8,3 % pour atteindre 28,9 milliards de dollars.

La niveau de l'emploi élevé, l'accroissement du revenu disponible, les faibles taux d'inoccupation des appartements dans plusieurs centres et les modalités

de financement intéressantes ont continué de stimuler le secteur de l'habitation en 2007.

Secteur non résidentiel : croissance vigoureuse dans toutes les composantes

Les projets de construction commerciale ont essentiellement contribué à l'augmentation dans le secteur non résidentiel en 2007. Les intentions de construction dans les secteurs commercial et institutionnel ont atteint des sommets, tandis que les permis de construction industrielle ont affiché la valeur totale annuelle la plus élevée depuis 1989.

Les municipalités ont délivré pour 16,9 milliards de dollars de permis de construction commerciale, en hausse de 17,1 % par rapport à 2006. La progression est essentiellement attribuable aux projets d'immeubles à bureaux, aux complexes de commerce de détail et aux hôtels.

Dans la composante institutionnelle, la valeur des permis a crû de 10,0 %, se situant à 6,9 milliards de dollars. Les projets d'écoles, d'hôpitaux et d'établissements de soins infirmiers ont stimulé cette hausse.

La valeur des permis de construction industrielle s'est accrue de 8,5 % pour atteindre 4,9 milliards de dollars, accroissement découlant surtout des projets d'usines de fabrication. Toutefois, cette composante subit une tendance à la baisse depuis septembre.

Le fléchissement du taux d'occupation des bureaux, les ventes au détail vigoureuses, les bénéfices substantiels des sociétés et la demande accrue d'établissements de soins de santé et de soins infirmiers figuraient parmi les facteurs ayant contribué aux résultats exceptionnels dans le secteur non résidentiel.

La demande de nouveaux locaux à bureaux joue un rôle clé dans le secteur non résidentiel

Les projets de nouveaux locaux à bureaux ont joué un rôle clé dans les bons résultats du secteur non résidentiel. Abstraction faite des immeubles à bureaux, la valeur des permis de construction commerciale aurait augmenté de 10,2 % au lieu de 17,1 %.

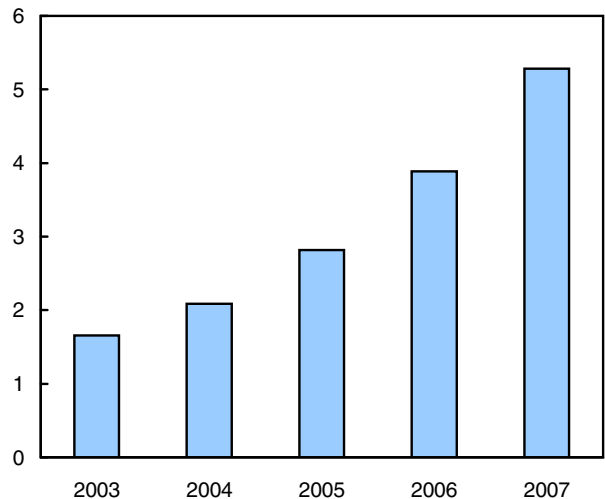
Les faibles investissements réels dans les immeubles à bureaux ces dernières années et la croissance de l'emploi dans les professions liées aux affaires, à la finance et à l'administration ont fait diminuer le taux d'occupation des bureaux. Ces faibles taux, en plus du vieillissement du stock existant, ont considérablement contribué à la progression de la demande de locaux à bureaux.

En 2007, les municipalités ont approuvé des projets d'immeubles à bureaux de l'ordre de 5,3 milliards de dollars, en hausse de 35,9 % par rapport à 2006. Les

immeubles à bureaux ont représenté 40,0 % de la hausse générale dans le secteur non résidentiel.

La valeur des permis d'immeubles à bureaux augmente fortement en 2007

En milliards de dollars



Entre 2003 et 2007, la part de la valeur des permis de construction d'immeubles à bureaux dans le secteur non résidentiel a progressé, passant de 8,8 % à 18,4 %, soit la part la plus élevée depuis 1990. La valeur des projets approuvés en 2007 était plus de trois fois supérieure à celle enregistrée en 2003.

Les municipalités de la région métropolitaine de Calgary ont approuvé des projets d'immeubles à bureaux pour une valeur de 1,8 milliard de dollars en 2007, en hausse de 56,6 % par rapport à 2006. Ces projets représentaient 53,6 % de la valeur globale des projets approuvés dans le secteur non résidentiel à Calgary. La valeur des permis de construction d'immeubles à bureaux en 2007 était plus de 14 fois plus élevée que le niveau des permis approuvés en 2003.

À Toronto, des projets de la catégorie des immeubles à bureaux, se chiffrant à 1,2 milliard de dollars, ont été approuvés, marquant une hausse de 52,9 % par rapport à 2006. Ce montant représentait près d'un quart de la valeur totale des permis de construction non résidentielle délivrés en 2007.

En décembre, les hausses dans les permis résidentiels ont annulé le repli des intentions de construction non résidentielle

La valeur totale des permis de bâtir s'est chiffrée à 6,1 milliards de dollars en décembre. Il s'agit d'une

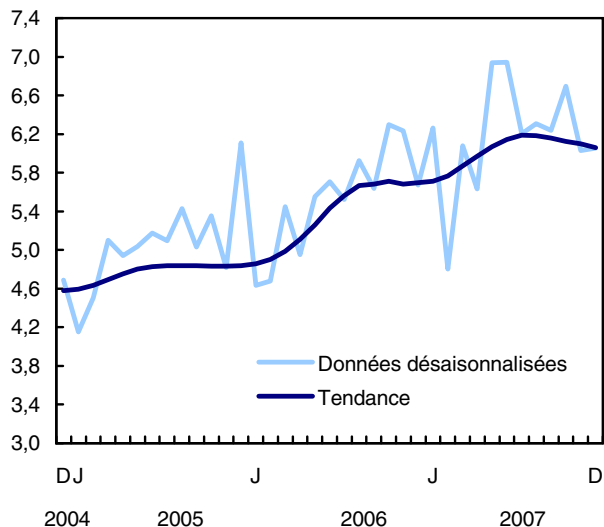
légère hausse de 0,4 % par rapport à novembre. La hausse des permis de construction résidentielle a plus qu'annulé le fléchissement des intentions de construction non résidentielle. La valeur totale des permis a atteint un sommet en mai et en juin, se chiffrant à 6,9 milliards de dollars, mais a subi une tendance à la baisse à la fin de 2007.

La valeur des permis de construction résidentielle a crû de 1,8 %, totalisant 3,9 milliards de dollars grâce au bond de 10,8 % de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux. La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a régressé de 3,2 % pour se situer à 2,4 milliards de dollars.

Les municipalités ont approuvé en tout 9 215 nouveaux logements unifamiliaux, le deuxième niveau mensuel le plus bas noté au cours des six dernières années. Le nombre d'unités multifamiliales approuvées a augmenté de 1,0 % en décembre, totalisant 9 990 unités.

La valeur totale des permis augmente légèrement en décembre

En milliards de dollars



La valeur des permis de construction non résidentielle a diminué de 2,0 % en décembre, passant à 2,2 milliards de dollars.

La valeur des permis de construction commerciale a crû de 16,8 %, se situant à 1,3 milliard de dollars; la

valeur des permis de construction industrielle a chuté de 33,2 % pour se situer à 319 millions de dollars; et les permis de construction institutionnelle ont régressé de 12,0 % pour s'établir à 540 millions de dollars.

La valeur des permis de construction industrielle a affiché un quatrième fléchissement en cinq mois et a atteint son niveau le plus bas depuis février en raison du repli dans les permis d'usines de fabrication. De plus, les permis de construction institutionnelle ont chuté pour une troisième fois en quatre mois.

À l'échelon provincial, quatre provinces ont affiché une hausse de la valeur totale des permis en décembre. Les augmentations notables en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, à Terre-Neuve-et-Labrador et, dans une moindre mesure, en Ontario ont compensé les reculs dans les autres provinces.

En Saskatchewan, la valeur des permis en décembre a atteint un sommet de 217 millions de dollars, grâce aux fortes intentions de construction dans les deux secteurs.

À Terre-Neuve-et-Labrador, le niveau en décembre (104 millions de dollars) a seulement été devancé par la valeur enregistrée en novembre 2006. Au Québec, toutefois, la valeur mensuelle des permis a fléchi sous la barre du milliard de dollars pour la première fois en 10 mois.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de décembre 2007 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-XWF, gratuite) paraîtra bientôt.

Le communiqué sur les permis de bâtir de janvier 2008 sera diffusé le 6 mars.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Jasmine Gaudreault au 613-951-6321 ou composez sans frais le 1-800-579-8533 (bdp_information@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au 613-951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement¹

	Novembre 2007 ^r	Décembre 2007 ^p	Novembre à décembre 2007	Janvier à décembre 2006	Janvier à décembre 2007	Janvier-décembre 2006 à janvier-décembre 2007
	Données désaisonnalisées			Données non désaisonnalisées		
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
St. John's	38,4	38,9	1,4	380,8	403,1	5,8
Halifax	56,6	27,7	-51,1	701,4	655,2	-6,6
Moncton	24,5	12,0	-51,3	264,4	275,1	4,1
Saint John	19,3	15,1	-21,9	178,8	213,1	19,2
Saguenay	12,9	3,1	-76,2	201,3	210,0	4,3
Québec	121,0	148,1	22,4	1 199,6	1 519,1	26,6
Sherbrooke	18,8	10,9	-41,8	356,1	289,6	-18,7
Trois-Rivières	25,4	19,0	-25,4	274,6	299,0	8,9
Montréal	588,0	436,2	-25,8	6 034,0	6 509,7	7,9
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	212,3	219,7	3,5	2 168,1	2 583,8	19,2
Ottawa-Gatineau (partie Québec)	34,3	67,5	97,1	527,3	612,0	16,1
Ottawa-Gatineau (partie Ontario)	178,1	152,2	-14,5	1 640,9	1 971,8	20,2
Kingston	15,1	9,9	-34,2	295,0	331,6	12,4
Peterborough	9,5	10,4	9,6	140,8	173,2	23,0
Oshawa	99,3	74,3	-25,1	839,1	791,4	-5,7
Toronto	1 079,6	1 240,6	14,9	11 022,3	13 296,8	20,6
Hamilton	186,6	60,1	-67,8	975,8	1 185,1	21,4
St. Catharines-Niagara	55,3	37,1	-32,9	515,4	502,0	-2,6
Kitchener	64,0	137,9	115,6	881,6	913,9	3,7
Brantford	15,2	6,0	-60,4	196,4	181,0	-7,9
Guelph	25,8	13,5	-47,8	312,3	301,6	-3,4
London	99,4	54,2	-45,5	958,4	919,6	-4,1
Windsor	28,8	74,1	157,4	476,1	360,8	-24,2
Barrie	23,4	108,9	366,0	494,4	457,5	-7,5
Grand Sudbury	24,9	10,5	-57,9	232,5	367,9	58,2
Thunder Bay	8,8	3,5	-60,5	100,2	95,1	-5,1
Winnipeg	66,8	64,5	-3,4	914,5	901,1	-1,5
Regina	19,2	27,8	44,9	371,5	371,0	-0,1
Saskatoon	56,0	136,0	143,0	420,8	740,9	76,1
Calgary	332,4	488,1	46,8	5 480,2	6 485,2	18,3
Edmonton	419,0	205,5	-51,0	3 541,1	3 934,2	11,1
Kelowna	84,7	102,1	20,6	618,0	900,1	45,6
Abbotsford	34,9	28,8	-17,6	354,0	306,5	-13,4
Vancouver	443,5	577,5	30,2	6 617,4	7 012,0	6,0
Victoria	60,1	32,7	-45,5	776,4	914,4	17,8

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Novembre 2007 ^r	Décembre 2007 ^p	Novembre à décembre 2007	Janvier à décembre 2006	Janvier à décembre 2007	Janvier-décembre 2006 à janvier-décembre 2007
	Données désaisonnalisées			Données non désaisonnalisées		
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
Canada	6 031,8	6 055,8	0,4	66 265,8	74 264,3	12,1
Résidentiel	3 826,0	3 894,8	1,8	41 052,8	45 565,4	11,0
Non résidentiel	2 205,8	2 161,1	-2,0	25 213,1	28 698,8	13,8
Terre-Neuve-et-Labrador	59,8	103,5	73,2	538,4	660,7	22,7
Résidentiel	39,4	37,0	-6,3	326,3	422,5	29,5
Non résidentiel	20,3	66,6	227,4	212,1	238,2	12,3
Île-du-Prince-Édouard	15,5	13,3	-14,6	207,0	163,4	-21,0
Résidentiel	12,6	8,0	-36,2	126,5	113,7	-10,1
Non résidentiel	3,0	5,3	76,9	80,5	49,7	-38,2
Nouvelle-Écosse	114,2	74,5	-34,8	1 291,4	1 286,5	-0,4
Résidentiel	69,2	52,2	-24,5	862,9	842,4	-2,4
Non résidentiel	45,0	22,2	-50,6	428,6	444,1	3,6
Nouveau-Brunswick	84,2	48,9	-42,0	933,3	964,3	3,3
Résidentiel	48,0	38,3	-20,2	493,2	559,0	13,3
Non résidentiel	36,2	10,6	-70,8	440,1	405,4	-7,9
Québec	1 130,3	973,4	-13,9	11 878,3	12 976,1	9,2
Résidentiel	732,6	687,4	-6,2	7 779,5	8 410,8	8,1
Non résidentiel	397,7	286,0	-28,1	4 098,8	4 565,3	11,4
Ontario	2 287,0	2 320,7	1,5	23 292,2	26 708,6	14,7
Résidentiel	1 431,4	1 530,8	6,9	14 294,0	15 624,1	9,3
Non résidentiel	855,5	789,9	-7,7	8 998,2	11 084,5	23,2
Manitoba	110,7	97,1	-12,2	1 378,8	1 476,2	7,1
Résidentiel	88,9	70,1	-21,1	829,1	963,0	16,1
Non résidentiel	21,8	27,0	24,0	549,7	513,2	-6,6
Saskatchewan	118,3	216,5	82,9	1 138,6	1 620,1	42,3
Résidentiel	67,4	96,4	43,0	493,4	859,5	74,2
Non résidentiel	50,9	120,1	135,8	645,2	760,6	17,9
Alberta	1 204,3	1 102,8	-8,4	13 875,7	15 653,3	12,8
Résidentiel	719,8	628,3	-12,7	8 139,7	9 044,9	11,1
Non résidentiel	484,6	474,5	-2,1	5 736,0	6 608,3	15,2
Colombie-Britannique	898,0	1 085,0	20,8	11 541,5	12 540,3	8,7
Résidentiel	610,6	735,4	20,4	7 620,7	8 612,4	13,0
Non résidentiel	287,4	349,6	21,6	3 920,8	3 927,9	0,2
Yukon	1,8	10,2	454,7	95,6	76,9	-19,5
Résidentiel	1,5	9,4	548,7	37,1	40,1	8,2
Non résidentiel	0,4	0,8	110,1	58,5	36,8	-37,2
Territoires du Nord-Ouest	3,6	9,9	177,5	37,7	74,2	97,0
Résidentiel	0,8	1,4	88,8	17,4	19,4	11,3
Non résidentiel	2,8	8,5	201,3	20,3	54,8	170,6
Nunavut	4,0	0,0	-100,0	57,4	63,6	10,8
Résidentiel	3,9	0,0	-100,0	33,0	53,7	62,7
Non résidentiel	0,1	0,0	-100,0	24,4	9,9	-59,5

^r révisé

^p provisoire

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.



Prix des produits agricoles

Décembre 2007

Les prix que les agriculteurs ont reçus en décembre pour les céréales, les oléagineux, les cultures spéciales, les pommes de terre, les bovins, les porcs, la volaille, les oeufs et les produits laitiers sont maintenant offerts.

En décembre, le prix du soya au Québec se situait à 368,00 \$ la tonne métrique, en hausse de 7 % par rapport à novembre et de 27 % par rapport à décembre 2006 alors que le prix se situait à 290,00 \$.

Le prix des bovins d'embouche en Alberta s'établissait à 83,48 \$ pour 100 livres en décembre, en hausse de 4 % par rapport à novembre mais en baisse de 4 % par rapport au prix de décembre 2006 alors qu'il s'établissait à 86,90 \$.

Les prix de produits agricoles sont maintenant accessibles sur CANSIM. Plus de 35 produits agricoles sont présentés par province, dont certaines séries remontent à 20 ans.

Données stockées dans CANSIM : tableau 002-0043.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3436.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nickeisha Patterson au 613-951-3249 (nickeisha.patterson@statcan.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur : 613-951-3868 ■

Nouveaux produits

Emploi, gains et durée du travail, novembre 2007,
vol. 85, n° 11
Numéro au catalogue : 72-002-XIB
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1-800-267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1-613-951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1-877-287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 6 juin 1997 Pour une édition 8 h à 10 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
● Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quatre déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. ● Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'instar de la croissance de l'activité et des emplois, le niveau de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 a été considérablement supérieur à celui de 1995.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 Équilibre sur les anticipations à court terme Aide au revenu personnel, novembre 1996 Production d'acier, avril 1997	10 10 11 11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada Statistics Canada	

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.